



## « Ulrike Meinhof a été une espèce de beatnik avant l'heure »



Cathrin SCHÜTZ

Michèle Mialane, révisé par Fausto Giudice

***Rebelle de l'ère Adenauer, membre du KPD (Parti communiste allemand), alors illégal, militante contre les lois de l'état d'urgence et la guerre au Vietnam, cofondatrice de la RAF (Fraction Armée Rouge). Une interview de sa biographe, Jutta Ditfurth.***

**Jutta Ditfurth** a été cofondatrice du parti « les Verts » et présidente de leur groupe au Bundestag de 1984 à 1988. Publiciste, elle est aujourd'hui membre du groupe « La gauche écologique ». Elle a été élue conseillère municipale au « Römer » de Francfort en 2001 pour la liste d'union « ÖkolinX-Liste Antiraciste ». Le mois dernier, les éditions Ullstein ont publié son livre *Ulrike Meinhof. La biographie* (478 pages, 22,90 €).



***Arno Luik, du Stern, est étonné que vous ayez consacré six ans de votre vie à une femme - Ulrike Meinhof - qui est « aussi morte que son engagement politique. »***

Si j'avais su avant de commencer qu'il me faudrait être chercheuse avant d'être auteur, si je m'étais doutée que je devrais travailler durant six longues années à cette biographie et faire des montagnes de dettes, je ne l'aurais pas fait. Vu sous cet angle, je comprends parfaitement l'étonnement d'Arno Luik. Au milieu des années 90, j'ai constaté qu'en dehors des monographies de Peter Brückner et Mario Krebs il n'existait pas de véritable biographie de « l'ennemie publique N° 1 » des années 70. J'ai alors recherché un ou une auteur(e) intéressé(e) par ce projet - sans succès. En définitive c'est moi-même que j'ai convaincue.

***Et voilà que ce sont les médias bourgeois eux-mêmes qui récemment ont remis la RAF à l'ordre du jour, sous le titre accrocheur « 30 années d'automne allemand. »***

Ce débat obscurantiste a duré toute l'année. Il a commencé avec cette discussion absurde sur l'opportunité d'une grâce et s'est terminé avec le téléfilm grand public (et anhistorique) de Stefan Aust sur ARD (2ème chaîne publique allemande, Ndt), où l'on a donné la parole à l'apparatchik nazi Horst Mahler, comme « témoin oculaire », alors qu'au même moment, ou à peu près, Eva Herman était licenciée - dans des conditions correctes, je tiens à le dire » par le NDR (Norddeutscher Rundfunk, chaîne régionale du Nord de l'Allemagne, Ndt) et que la chaîne passait un film intéressant

et critique sur la famille Quandt\* tard le soir et sous le titre trompeur « *Inge Meysel* ».

**Les membres de la résistance armée en RFA sont présentés et analysés dans les médias bourgeois comme des cas psychologiques, on essaie de détecter chez eux des « gènes de terroriste » et de les discréditer en tant qu'individus. Un rôle que jouent aussi les témoignages de l'ex-mari d'Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl et de la femme qui l'a élevée, Renate Riemeck. On fait ainsi l'impasse sur le contexte historique de son action et sur l'itinéraire politique qui l'y a conduite. Quelles sont les principales étapes de cet itinéraire chez Meinhof ?**

Il me faudrait pour vous répondre résumer des pans entiers de mon livre....



Adolescente rebelle... Journaliste engagée...

**MORDVERSUCH**  
in Berlin  
**10.000 DM BELohnUNG**

Am Donnerstag, dem 11. Mai 1970, gegen 11.00 Uhr wurde während der Ausführung des Stadtjugendlichen ANDREAS BAADER in Berlin-Mitte, Niquelstr. 83, und seiner dabei durch mehrere bewaffnete Täter erfolgten Befreiung der Justizanstalt Greif-Linke durch mehrere Pistolenschüsse lebensgefährlich verletzt. Auch zwei Justizvollzugsbeamte erlitten Verletzungen.

Der Beteiligung an der Tat dringend verdächtig ist die am 7. Oktober 1931 in Oldenburg geborene Journalistin

**Ulrike Meinhof**  
geborene RÖHL

Personenbeschreibung: 35 Jahre alt, braune groß-schwarze, langgestrichelte, wellige mittelbraune Haare, braune Augen.

Die Gewichte hat am Tag der Wohnsitz in Berlin-Schöneberg, Kauf-triner Str. 12 verlassen und ist seitdem flüchtig. Wer kann Hinweise auf ihren jetzigen Aufenthaltsort geben?

Für Hinweise, die zur Aufklärung des Verbrechens und zur Ergreifung der an der Tat beteiligten Personen führen, hat der Polizeipräsident in Berlin eine Belohnung von **10.000,- DM** ausgesetzt. Die Belohnung ist ausschließlich für Personen aus der Bevölkerung bestimmt und nicht für Beamte, zu deren Berufspflichten die Verfolgung strafbarer Handlungen gehört. Ihre Zuerkennung und Verteilung erfolgt unter Ausschluss des Rechtsweges.

Mitteilungen, die auf Wunsch vertraulich behandelt werden, nehmen die Staatsanwaltschaft in Berlin, 1 Berlin 21, Turmstr. 91 (Telefon 354111) und der Polizeipräsident in Berlin, 1 Berlin 42, Tempelhofer Damm 1-7 (Telefon 6641091) sowie jede andere Polizeistelle entgegen.

Berlin im Mai 1970

Der Generalstaatsanwalt  
bei dem Landgericht Berlin



...ennemie publique n° 1 (premier avis de recherche et arrestation à Hanovre sur dénonciation d'un enseignant de gauche)

**Essayez, très brièvement...**

Il y a eu de subtiles révoltes d'ordre culturel. Jeune, Meinhof n'était pas seulement la brave petite étudiante chrétienne et violoniste, mais une sorte de beatnik avant la lettre. Elle jouait du violon,

mais aussi de la batterie. Elle aimait les hommes, mais aussi les femmes. Elle ne se souciait guère de ce qu'on attendait d'une jeune femme à l'époque d'Adenauer. L'itinéraire politique de Meinhof passe, en gros, par 15 ans de rébellion : campagne contre le réarmement de l'Allemagne, contre l'armement nucléaire, appartenance au KPD illégal de 1958 à 1964, débat entre SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands, parti social-démocrate allemand, NdT*) et SDS (*Sozialistischer Deutscher Studentenbund, Ligue des Étudiants socialistes, NdT*) - elle a mené beaucoup de combats politiques, avant d'en arriver au passage à l'opposition extra-parlementaire en 1967-1968. Ces 22 années, de 1945 à 1967, tout ce qu'ont vécu plusieurs générations de jeunes gens qui combattaient les anciens nazis, luttaient pour une véritable démocratisation de la société, contre les guerres de Corée et d'Algérie, puis plus tard contre les lois de l'état d'urgence\*\* et la guerre du Vietnam, tous ces combats sont presque oubliés aujourd'hui. Ils disparaissent dans l'ombre de certains soixante-huitards, sans histoire mais influents, qui prétendent par exemple que jamais, avant 1967, de jeunes gens n'avaient fait l'expérience de la matraque des policiers allemands. On peut pourtant se demander qui a abattu en 1957 à Essen le jeune communiste Philipp Müller et pourquoi, dans les années 50, des milliers de gens de gauche, jeunes et vieux, ont été poursuivis, spoliés, tabassés ou emprisonnés au seul motif de leurs opinions politiques.



**Berlin, 2 juin 1967 : l'étudiant Benno Ohnesorg est tué d'une balle dans la tête par le policier Kurras, au cours d'une manifestation contre le Shah d'Iran en visite. Le lendemain, lors d'une assemblée à l'Université libre, Gudrun Ensslin déclare : "On ne peut pas discuter avec ceux qui ont fait Auschwitz". Cet assassinat policier sera l'une des motivations de l'engagement d'Ulrike Meinhof et de ses compagnons dans la lutte armée.**

Lorsqu'au début de l'année 1968 Ulrike Meinhof, alors âgée de 33 ans, finit par s'installer à Berlin-Ouest avec ses enfants, on est dans une période charnière. En février le grand Congrès sur le Vietnam renforce la gauche allemande de l'Ouest dans ses convictions. Mais le 11 avril Rudi Dutschke - « son meilleur ami politique » selon Meinhof - est victime d'un attentat. Pour de nombreuses raisons l'APO (*Außerparlamentarische Opposition, opposition extraparlamentaire, NdT*) éclate en composantes multiples. En août, le Pacte de Varsovie anéantit le Printemps de Prague, un traumatisme pour les gens de gauche comme Ulrike Meinhof. Pour plusieurs raisons, que j'expose dans mon livre, elle apporte son soutien, un an après le Congrès sur le Vietnam et un an avant la libération d'Andreas Baader, à un attentat contre un navire de guerre commandé par la dictature portugaise au chantier naval Blohm et Voss à Hambourg.



**Le 11 avril 1968, le jeune apprenti-boulangier Josef Bachmann tire trois balles sur Rudi Dutschke, dirigeant du SDS, en plein Berlin. Il sera condamné à 7 ans de prison et se suicidera en prison en 1970. Dutschke mourra des suites tardives de cet attentat en 1979, à 39 ans. L'attentat déclenche un vaste mouvement de révolte contre la presse Springer, dont le fleuron, la *Bild-Zeitung*, menait une campagne de propagande haineuse contre "Rudi le Rouge". Slogan de la campagne : "Expropriez Springer". Une plaque rappelle cet attentat devant le 141 du Kurfürstendamm.**

***Ulrike Meinhof est passée à la clandestinité à la suite d'un tir ayant atteint involontairement un employé au cours de la libération d'Andreas Baader. Riembeck dit qu'elle n'avait pas examiné à fond les conséquences de cet acte. S'est-elle effectivement retrouvée dans la clandestinité d'un seul coup et sans s'y être attendue ?***

Renate Riembeck a tellement menti durant toute sa vie que là non plus, on ne peut pas se fier à son témoignage. Jusqu'à la fin de sa vie elle a passé sous silence son passé nazi et prétendu faussement avoir aidé des Juifs. Il a fallu que je reprenne les recherches sur sa propre biographie, car on lui a toujours accordé crédit. Non, il n'en était pas ainsi. Il s'agit d'un itinéraire long et complexe et non d'une décision soudaine ou autre bêtise du même ordre. Il est évident qu'Ulrike Meinhof avait choisi la clandestinité et la lutte armée plusieurs mois avant la libération d'Andreas Baader en mai 1970.

***Heinrich Hannover, l'avocat de Meinhof, écrit dans ses « Souvenirs » que les avocats avaient été traités d'emblée comme des complices de leurs « terroristes » de mandants. Ce que vous en écrivez suggère aussi que la défense a été pratiquement mise hors circuit.***

Qu'entendez-vous par « d'emblée » ? Hannover se réfère dans ses mémoires à sa tentative de rencontrer Ulrike Meinhof après son emprisonnement sur ordre de la chancellerie en juin 1972. Il n'y a réussi qu'au bout de quatre jours, et pendant ce temps, sa mandante a été soumise à toutes les fouilles au corps possibles, parfois brutales, mais surtout intentionnellement humiliantes - ceci au nom d'un État qui se prétend État de droit. Dès cet instant l'État a mis en route une escalade de la violence également à l'égard des avocats.

***Nos écrans de télé viennent de nous montrer, au cours des derniers mois des accusés qui troublaient les débats et protestaient grossièrement durant le procès de Stammheim ; à ce propos, je trouve important que vous fassiez remarquer, comme vous le faites, qu'on n'a retenu du procès que ces scènes-là.***

Cella se passe trois ans plus tard, en 1975, et Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Jan Carl Raspe comparaissent devant la Cour d'Appel de Bade-Württemberg à Stuttgart-Stammheim. Après quatre ans de détention dans des conditions détestables, inhumaines, ils se trouvent dans un état physique et psychique que même les experts auprès du tribunal, donc les adversaires des

détenus et de leurs avocats, décrivent comme tellement pitoyables qu'ils attestent l'incapacité des accusés à subir la procédure. Pourtant on ne diminue pas la durée des audiences, il n'y a ni pauses ni regroupement des accusés en groupes interactifs plus importants, comme le demandent les médecins. Ulrike Meinhof a eu à un moment très peur de s'évanouir au tribunal, de perdre conscience devant ses ennemis. C'est alors que les accusés découvrent qu'ils peuvent être exclus de l'audience - et donc peuvent se reposer un peu - lorsque, après de longs et vains débats, ils injurient le Président du tribunal Prinzing, en le traitant par exemple de « trou du cul ». C'est surtout cela que l'on a montré au public.



***Depuis peu, Stefan Aust colporte la vieille théorie selon laquelle ce serait un conflit avec d'autres membres de la RAF qui aurait poussé Meinhof au suicide.***

Bien sûr qu'il y a eu, dans de telles conditions de détention, de l'agressivité et des affrontements durs et violents entre les détenus. Cela se passe aussi, dans les logements communautaires, sur les lieux de travail ou dans les familles. Mais la dispute entre Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof était depuis longtemps terminée - et elles y avaient réfléchi ensemble - lorsque Meinhof est morte, ainsi que le prouvent leurs lettres à toutes deux.

***On suggère aussi qu'à cette époque Meinhof avait pris ses distances par rapport à la RAF.***

Ulrike Meinhof est restée jusqu'à sa mort un membre convaincu de la RAF. Peu avant sa mort elle avait avec beaucoup d'énergie essayé de lancer une nouvelle campagne visant à prouver qu'au Vietnam il y avait eu collaboration entre les USA et le gouvernement de RFA. Si elle avait voulu laisser tomber, ç'aurait été chose facile. Il y avait des gens dans son entourage proche qui auraient réagi au moindre signe. Ce qu'elle a dit un jour au tribunal, et que l'on répète en boucle, ne signifiait aucunement qu'elle voulait laisser tomber - c'est une chose qu'elle n'aurait de toute façon jamais dite devant ce tribunal qu'elle méprisait - c'était une supposition toute rhétorique, destinée à mettre en lumière les contradictions dans l'attitude de la justice.



***Depuis qu'on a découvert Ulrike Meinhof morte dans sa cellule de la centrale de Stuttgart-Stammheim, les deux théories (suicide ou meurtre commandité par l'État) s'affrontent .***

Bien des choses posent problème. Dans mon livre, j'expose très précisément le résultat de mes recherches. Les dossiers étaient plus contradictoires que je ne m'y étais attendue. Je ne sais pas si c'était un meurtre ou un suicide. Mais qu'une détenue placée sous la « responsabilité » de l'État et dans des conditions inhumaines se suicide, c'est déjà assez horrible, à mon avis. Venons-en aux problèmes : on a empêché les médecins qui avaient la confiance de sa sœur ou de ses avocats d'assister à la toute première autopsie, la seule décisive. C'est seulement deux jours après sa mort que le deuxième expert, le professeur Jansen, directeur de Hambourg a pu approcher le cadavre, déjà passablement



esquinté. Il a déclaré qu'une seconde autopsie « fournirait des possibilités de conclusions très réduites ». Trop de temps s'étant déjà écoulé, il était devenu impossible de procéder à certains examens. Les premiers médecins chargés de l'autopsie ont conclu à un suicide, mais Jansen n'a jamais pu vraiment le vérifier, d'autant moins que le Parquet a interdit à ceux-ci de lui fournir des renseignements.

**À la lecture de votre livre, il apparaît que même ceux des anciens de la RAF qui ont refusé de prendre part au show actuel de propagande ont accepté de vous parler. Que pensaient-ils de votre projet ?**

Il y a plusieurs décennies que l'on connaît ma position envers la RAF - celle d'une femme de gauche non dogmatique. Bien sûr il y a eu de nombreuses discussions, certains étaient sceptiques, d'autres réticents, mais j'ai rencontré aussi des réactions positives. De toute évidence quelques-uns ont bien voulu me parler, certains sont cités nommément dans mes remerciements, d'autres non.

**Revenons-en au Stern. Ulrike Meinhof est-elle « politiquement morte » ?**

Non, de toute évidence, si j'en juge par les réactions que suscite mon livre, les séances de lecture combles, les réactions extrêmement variées dans les médias, les lettres impressionnantes que je reçois. Mais le sens de tout cela, sa signification politique - ça, c'est un autre débat.



**La tombe d'Ulrike Meinhof, au cimetière de la Trinité (Dreifaltigkeitsfriedhof, Eisenacher Strasse à Berlin-Tempelhof.**

## **NdT**

\* La famille Quandt : *grande et vieille famille d'industriels allemands, qui « ont construit leur empire entre autres comme fournisseur d'armements au cours des première et seconde guerres mondiales mais a réussi à échapper habilement aux procès de Nuremberg (Wikipedia) » et possède à l'heure actuelle de très grosses participations dans les plus grandes entreprises allemandes (notamment BMW et les nouvelles technologies, (ibid.)*

\*\* **Notstandsgesetze** : ces lois de l'état d'urgence, introduites dans la Constitution par le gouvernement de grande coalition (SPD-CDU) en juin 1968 sous la pression des Alliés, suscitèrent un fort mouvement de protestation, dans lequel se développa, autour du SDS, l'opposition extra-parlementaire (APO). Mais les syndicats, les libéraux-démocrates (FDP) et une partie des sociaux-

démocrates s'oposèrent aussi à ces lois. Celles-ci prévoient la suppression des libertés fondamentales dans quatre cas : état de défense, état de tension, état d'urgence interne et état de catastrophe.



**Bonn, 11 Mai 1968 : Marche en étoile contre les lois de l'état d'urgence**

---

Source : <http://www.jungewelt.de/2007/12-04/004.php>

Article original publié le 4 décembre 2007

[Sur l'auteur](#)

Michèle Malane et Fausto Giudice sont membres de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=4300&lg=fr>

